

# VEILLE STRATÉGIQUE INTERNATIONALE

L'actualité mondiale en quelques points

DÉFINSEEC



NUMÉRO 44 - FIN MARS 2024



# SOMMAIRE

---

**3**

## **EUROPE**

*par Bastien POULIQUEN, Pierre BONNEMAISON  
- correction par Bastien POULIQUEN*

---

**6**

## **MOYEN ORIENT**

*par Alexis TOESCA, Rose LOUVRIE-BUOT, Louis PICOULEAU  
- correction par Louis PICOULEAU*

---

**9**

## **AFRIQUE**

*par Camille LACLIE, Lisa BOS  
- correction par Neary VONG*

---

**12**

## **ASIE**

*par Rodolphe UGUEN, Baptiste POULARD, Charly HURIER  
- correction par Neary VONG*

---

**15**

## **AMÉRIQUES**

*par Blanche ARMINJON, Victoire LE GALL et Clément LE LANDAIS  
- correction par Clément LE LANDAIS*

---

**18**

## **AEROSPACE & CYBERSECURITY**

*par Kerian HUERTAS  
- correction par Jade DELHAYE*

---

**20**

## **ARMEMENT**

*par Loris CORNUAULT  
- correction par Neary VONG*

---

## **RÉDACTRICE EN CHEF ET CORRECTION**

*Neary VONG*

## **MISE EN PAGE**

*Emma ROLLAND DE RENGERVÉ et Rodolphe UGUEN*

## INTRUSION RUSSE DANS L'ESPACE AÉRIEN POLONAIS

Le 24 mars, un missile russe est entré dans l'espace aérien polonais durant 39 secondes. Incident devenu régulier depuis le déclenchement du conflit en Ukraine, une telle alerte a été déclenchée déjà deux fois durant ces trois derniers mois. En réponse, les systèmes de défense anti-aérien polonais ont été activés, le commandement des forces armées polonaises (RSZ) déclarant en outre que : *“les avions polonais et alliés ont été activés, ce qui pourrait entraîner une augmentation des niveaux de bruit, en particulier dans le sud-est du pays”*. Convoqué à ce sujet par le Ministère des Affaires étrangères polonais, l'ambassadeur russe, Sergueï Andreïev, a refusé de s'expliquer. Le vice-ministre Andrzej Szejna a ainsi affirmé le 26 mars à la radio : *“Il s'agissait plutôt d'un acte intentionnel, la Fédération de Russie ne voulait rien provoquer, elle savait que si le missile pénétrait plus loin en Pologne, il serait abattu. Il y aurait une contre-attaque. Il était prévu de vérifier la solidité de la défense et la vigilance des forces armées polonaises”*.



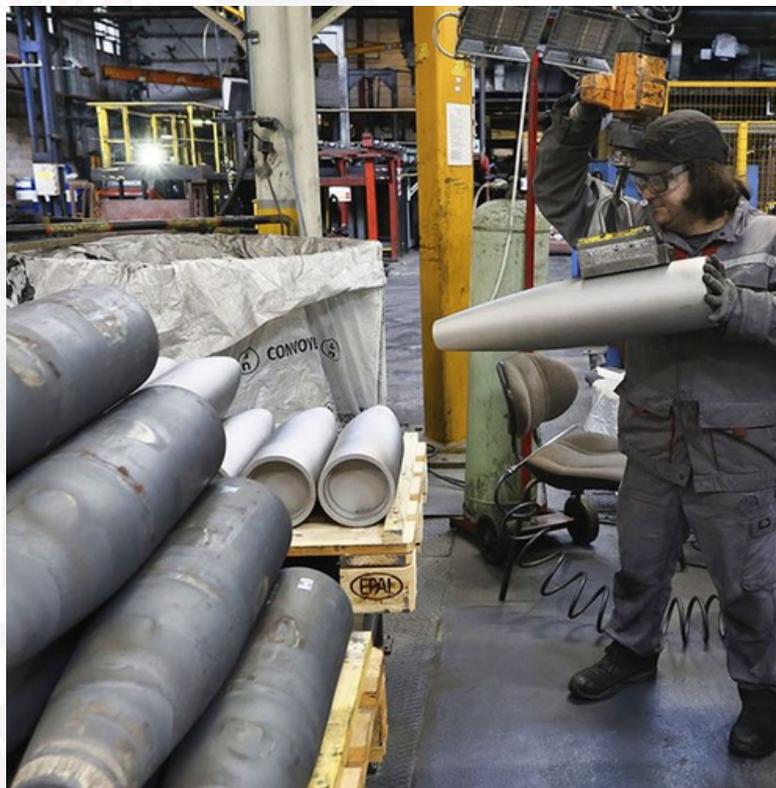
Loin de prôner une désescalade, A. Szejna aborde la possibilité de procéder à la destruction de missiles russes proches des frontières de l'OTAN (de facto en dehors). Cet accident s'est produit au moment où Kiev et la région de Lviv se retrouvaient sous une “massive” attaque aérienne, selon les communiqués ukrainiens. Bien qu'affirmant avoir abattu 18 missiles et 25 drones russes, les capacités ukrainiennes n'ont jamais été aussi affaiblies. Selon le Washington Post, les défenses ukrainiennes pouvaient jusqu'à peu abattre 4 missiles lancés contre une ville d'envergure sur 5 ; ce ratio risquant de prochainement tomber à 1 sur 5. Il est ainsi clair qu'une action des pays européens et de l'OTAN devrait bientôt être prise dans le domaine. Néanmoins, face aux risques d'escalade, il est à parier que l'option présentée par A. Szejna doit plus s'envisager dans un but politique de pression sur ses homologues de l'alliance transatlantique, plutôt que comme une réalité souhaitable.

*Bastien POULIQUEN*

## PLAN EUROPÉEN DE RENFORCEMENT INDUSTRIEL

La Commission européenne a récemment présenté un plan ambitieux visant à revitaliser l'industrie de défense de l'Union européenne afin de faire face aux défis sécuritaires croissants, en particulier dans le contexte des tensions persistantes avec la Russie. Cette initiative survient après des décennies de désinvestissement dans le secteur de la défense, exposant ainsi les vulnérabilités de l'UE en matière de sécurité et de défense. Depuis la chute de l'Union soviétique, les pays européens ont largement bénéficié des "dividendes de la paix", mais ont été confrontés à la réalité au moment de répondre aux besoins urgents en matière d'armements et de munitions, notamment pour soutenir l'Ukraine. Cette situation a mis en lumière la nécessité pour l'UE de renforcer son autonomie stratégique et de réduire sa dépendance à l'égard des fournisseurs extérieurs, en particulier des États-Unis.

La proposition de la Commission européenne vise à garantir une production d'armements et de munitions sur le territoire européen, avec comme objectif que 50 % des équipements militaires soient fournis par l'industrie européenne d'ici 2030. Pour ce faire, la Commission envisage de créer un fonds ad hoc pour garantir des prêts aux industriels, en particulier les PME, et la Banque européenne d'investissement sera sollicitée pour faciliter l'accès aux financements dans le secteur de la défense. Cette initiative marque un tournant majeur dans la politique de défense de l'UE, qui cherche à garantir des commandes aux industriels européens et à limiter les approvisionnements extérieurs. Alors que 68 % de l'armement acheté par l'UE provient actuellement des États-Unis, cette démarche vise à réduire cette dépendance en faveur de l'industrie de défense européenne.



Cependant, malgré ces efforts, certains pays membres, comme la Pologne, continuent de signer des contrats avec des fournisseurs extérieurs, témoignant ainsi de la complexité de la transition vers une industrie de défense européenne plus autonome. La Pologne, confrontée à une menace potentielle d'invasion russe, cherche à moderniser son armée en se fournissant à la fois auprès d'entreprises européennes et américaines, soulignant ainsi la nécessité d'une approche pragmatique dans le choix d'armements efficaces et modernes. L'initiative de l'UE pour renforcer son industrie de défense reflète sa volonté de garantir sa sécurité dans un contexte géopolitique incertain. Cependant, sa capacité à concrétiser ces ambitions dépendra de la coopération des États membres et de leur volonté de soutenir cette transition vers une défense européenne plus autonome et robuste.

*Pierre BONNEMAISON*

## AVANCÉES DANS LE PROJET MGCS

Longtemps ralenti par les rivalités (comme souvent lors des projets de coopération industrielle européens), le projet MGCS (Main Ground Combat System) a nettement avancé ce 22 mars. En effet, les ministres de la défense franco-allemands (S. Lecornu et B. Pistorius) ont finalement trouvé un accord quant à une répartition 50/50 de la production. Encore en attente d'une officialisation devant prendre place le 26 avril prochain, la question se pose toujours de l'intégration ou non de l'Italie au programme. Pour rappel, Paris avait lancé un ultimatum quant à l'intégration de son voisin transalpin, laissant planer le doute quant à la place de l'entreprise Leonardo aux côtés de ses homologues français (Nexter) et allemand (Krauss-Maffei Wegmann). En résumé, devant remplacer les chars Leclerc et Leopard 2 à l'horizon 2035, le MGCS est décrit comme un système multiplateforme se voulant à la pointe des nouvelles technologies (notamment en matière d'IA). Le ministre de la défense allemand s'est ainsi voulu optimiste : « *Nous nous sommes mis d'accord sur la répartition de toutes les tâches de ce grand projet quant à ce que feront l'Allemagne et la France. Ensemble, nous avons établi des limites claires, et il n'y aura pas de place pour l'interprétation ou les malentendus.* ».

Sans rentrer dans les détails, le Ministre français a également salué les avancées des discussions pour le projet SCAF, lui aussi embourbé dans d'intenses négociations. Le futur chasseur de 6e génération est en effet le plus important des programmes franco-allemand, et l'étude de la participation de l'Espagne dans ce dernier devrait nous éclairer quant à la place italienne pour le MGCS. Enfin, nous pouvons noter l'annonce par la Suède d'un éventuel développement d'un appareil de 6e génération entièrement national, alors que le Royaume-Uni et l'Italie continuent d'avancer avec le Japon dans le projet Tempest.



Bastien POULIQUEN

# MOYEN-ORIENT

## CISJORDANIE OCCUPÉE : ISRAËL S'OCTROIE 800 HECTARES PAR LA CRÉATION D'UNE COLONIE ILLÉGALE DANS LA VALLÉE DU JOURDAIN

Cette annonce du ministre des Finances d'extrême-droite, Bezalel Smotrich, survient malgré la pression de la communauté internationale auprès d'Israël sur la création de colonie illégale. Selon l'organisation israélienne anti-colonisation, la Paix, il s'agit de la plus importante saisie de terres en territoire palestinien depuis les accords d'Oslo de 1993. La date de déclaration n'est pas choisie au hasard selon l'organisation. Cette dernière survient la veille de la visite d'État en Israël du secrétaire d'État américain Antony Blinken. Cette rencontre intervient entre de profondes divergences entre Blinken et Netanyahou concernant la direction prise dans la guerre Hamas-Israël à Gaza. Interrogé sur cette déclaration avant son retour aux États-Unis, Blinken déclara *"Vous connaissez notre point de vue sur l'expansion des colonies [...] nous avons un problème avec ça"*.

De l'autre côté, la Cisjordanie n'est pas épargnée par une forte montée de violence entre les Israéliens et les Palestiniens. De ce fait, les États-Unis et la France ont pris des sanctions à l'encontre de certains colons qualifiés d'"extrémistes". Le ministre de la Finance a déclaré à la suite de ces mesures *"Au moment où certains en Israël et dans le monde cherchent à saper notre droit à la Judée-Samarie [la Cisjordanie], nous promouvons l'installation des implantations par un travail acharné et de manière stratégique dans tout le pays"*. Cette phrase symbolise la volonté et la continuité de la politique coloniale du gouvernement israélien, même en pleine guerre à Gaza.



Tandis que le 8 mars dernier, l'ONU déclarait l'établissement et l'expansion de colonies israéliennes dans les territoires palestiniens occupés relevant « du crime de guerre », cette annonce n'apaise guère les tensions grandissantes entre Israël et son premier soutien de guerre, les États-Unis.

Alexis TOESCA

# MOYEN-ORIENT

## UN CESSEZ-LE-FEU À GAZA VOTÉ PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

Quatorze semaines se sont écoulées depuis l'attaque du Hamas sur le sol israélien, soit près de 170 jours. Depuis lors, Israël a juré de « détruire » le mouvement palestinien et a déclaré que les hostilités se poursuivront « tout au long de 2024 ». Le bilan des décès dans la bande de Gaza aurait dépassé les 32.000 morts, avec plus de 73.000 blessés. La population totale de la bande de Gaza équivaut à environ 2,1 millions d'habitants.



Le Conseil de sécurité, l'un des six organes majeurs des Nations Unies institué par la Charte de l'ONU, est chargé principalement de veiller à la paix et à la sécurité mondiale. Fonctionnant en permanence, il est prêt à se réunir instantanément en cas de menace contre la paix. Ce lundi 25 mars, le Conseil de sécurité de l'ONU adopte sa première résolution pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza. Ce texte exige un « *cessez-le-feu immédiat pour le mois du ramadan* », ayant déjà commencé il y a deux semaines, et doit par la suite mener à un « *cessez-le-feu durable* » en exigeant également « *la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages* » détenus par le Hamas.

La résolution prévoit aussi la « *levée de tous les obstacles à l'aide humanitaire* » et condamne « *tous les actes terroristes* » sans cependant mentionner spécifiquement les attaques du Hamas du 7 octobre, ce que critique fortement Israël. Cet appel a été plusieurs fois bloqué par les États-Unis par le biais de nombreux vétos sur de précédents textes, qui se sont cette fois abstenus permettant ainsi l'adoption de cette résolution par 14 voix « pour », dont celle de la France. Cette résolution a déclenché de nombreuses réactions à l'internationale mais aussi des principaux concernés.

Le gouvernement israélien a estimé que cette abstention américaine nuisait aux efforts de guerre et à la libération des otages dans la bande de Gaza. « *Il s'agit d'un net recul par rapport à la position constante des États-Unis au Conseil de sécurité depuis le début de la guerre* », a déclaré le bureau du Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, qui a par la suite annulé le départ d'une délégation israélienne à destination de Washington.

Le Hamas a, de son côté, salué la résolution et exprimé sa « *volonté d'atteindre un cessez-le-feu permanent conduisant au retrait de toutes les forces israéliennes du territoire* » ajoutant également son intention « *d'engager un processus d'échange* » de prisonniers et d'otages « *immédiatement* ». Cette décision a été également saluée par le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres qui a déclaré sur X qu'un « *échec serait impardonnable* ».

Rose LOUVRIE-BUOT

# MOYEN-ORIENT

## POUR LA PREMIÈRE FOIS, DES GRANDS-PARENTS RENDENT VISITE À LEURS ENFANTS FRANÇAIS DJIHADISTES DANS UN CAMP SYRIEN

Accompagnés de deux avocats engagés de l'association « Avocats sans frontières », une grand-mère française a pu revoir son fils et sa belle-fille ayant quitté la France pour Daech en 2015. Nés en Syrie, les enfants n'ont connu que le camp où sont rassemblés les proches de personnes soupçonnées d'appartenir au groupe Etat islamique. Le camp Roj détient par exemple ces familles qui vivent « l'enfer ». Cette rencontre entre dans le cadre des actions du Collectif des Familles Unies qui appelle l'État français au rapatriement des enfants. « Comment les autorités d'un État de droit peuvent-elles abandonner de jeunes Français, partis enfants en Syrie, dans un tel état alors qu'elles avaient et ont toujours la capacité de les rapatrier ? C'est profondément choquant », écrit le collectif dans un communiqué. Les conditions de vie dans le camp inquiètent le collectif, tout comme les bombardements turcs aux alentours qui ne font qu'accentuer une atmosphère difficile.



Situé au Nord-Est de la Syrie, le camp demeure sous l'autorité kurde, Etat non reconnu sur lequel toute procédure d'expulsion vers la France reste, pour les enfants, impossible. Ces mères, faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international se retrouvent, selon l'une des avocates participant au collectif, Me Marie Dosé, « dans des conditions difficiles ». D'après le ministère des Affaires étrangères, 169 enfants ont été rapatriés en France depuis 2019. Aujourd'hui, une centaine d'enfant reste en Syrie avec leurs mères qui refusent, pour éviter de lourdes peines de prison, d'être rapatriées en France. C'est pourquoi la France dit ne pas pouvoir rapatrier cette cinquantaine de femmes contre leur gré, la situation diplomatique n'aidant pas à la situation. D'autres jeunes mineurs sont aussi retenus contre leur volonté, selon des témoignages récoltés par FranceTVinfo. Ces jeunes, « victimes de guerre », demandent à rentrer en France après pour certains, avoir été « emmenés par leurs parents à l'âge de 10-11 ans ».

Louis PICOULEAU

# AFRIQUE

## LE NIGER ROMPT SA COOPÉRATION MILITAIRE AVEC LES ETATS-UNIS

Le gouvernement en place à Niamey au Niger a récemment mis fin à l'accord de coopération militaire avec les États-Unis, déclarant la présence américaine "illégal". Cette décision, prise le 16 mars 2024, fait suite à une série de tensions entre les deux nations.

Le régime des généraux au pouvoir à Niamey a exprimé son mécontentement face à l'accord de coopération militaire avec les États-Unis, signé en 2012, le qualifiant d'"injuste" et affirmant qu'il avait été "imposé unilatéralement" par les États-Unis. Cette annonce intervient peu de temps après l'arrivée au pouvoir du régime par un coup d'État en juillet 2023, au cours duquel les accords similaires avec la France avaient également été dénoncés.



Selon le colonel Amadou Abdramane, porte-parole du régime, le gouvernement nigérien a pris cette décision "en toute responsabilité", affirmant qu'elle était conforme aux "aspirations et intérêts du peuple".

Dans un communiqué diffusé à la télévision nationale, Abdramane a souligné que la présence militaire américaine violait les règles constitutionnelles et démocratiques du pays. Par ailleurs, cette rupture de l'accord de coopération survient après une visite infructueuse d'une délégation américaine dirigée par la secrétaire d'État adjointe aux Affaires africaines, Molly Phee, qui n'a pas réussi à rencontrer le chef du régime militaire, Abdourahamane Tiani. Cette visite, qualifiée de "sans respect des usages diplomatiques" par le CNSP nigérien, a contribué à renforcer les tensions entre les deux parties.

Ainsi, la décision du Niger de mettre fin à la coopération militaire avec les États-Unis pourrait avoir des implications majeures sur la sécurité dans la région, étant donné que les États-Unis ont une présence significative dans le pays, avec environ 1 100 soldats engagés dans la lutte anti-djihadiste et une base de drones importante à Agadez. En outre, cette rupture pourrait ouvrir la voie à de nouveaux partenariats de sécurité avec d'autres pays, notamment la Russie, ce qui suscite des inquiétudes chez les États-Unis et leurs alliés.

*Camille LACLIE*

# AFRIQUE

## ATTAQUE DE CASQUES BLEUS EN RDC

Dans un paysage où l'instabilité demeure une constante, la République démocratique du Congo (RDC) se trouve une fois de plus au cœur de l'attention internationale suite à l'attaque récente contre des Casques bleus à Sake, dans la province du Nord-Kivu. Cet incident vient brutalement rappeler les défis perpétuels auxquels ce pays est confronté, notamment en matière de sécurité et de stabilité. Le Secrétaire général de l'ONU et sa Représentante spéciale en RDC ont fermement condamné cette attaque, mettant l'accent sur l'urgence d'une action coordonnée pour assurer la protection des civils et contrer l'influence des groupes armés actifs dans la région.

L'attaque en question s'est déroulée dans le cadre de "l'Opération Springbok", une initiative lancée en novembre pour protéger les civils dans le Nord-Kivu, où la Mission de stabilisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) collabore avec les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Huit Casques bleus ont été blessés, dont un grièvement, pendant cette intervention qui a mené à cet incident, témoignant de la violence persistante qui sévit dans la région malgré les efforts déployés pour y rétablir la paix et la sécurité. La MONUSCO s'est engagée à soutenir toute enquête visant à déterminer les responsables de cette attaque, affirmant sa volonté de coopérer avec les juridictions nationales voir internationales. Le Secrétaire général a également rappelé que de telles attaques contre les Casques bleus peuvent constituer des crimes de guerre en vertu du droit international.



La Représentante spéciale du Secrétaire général en RDC, Bintou Keita, a réaffirmé l'engagement de la MONUSCO aux côtés des forces de défense et de sécurité congolaises pour renforcer notamment les patrouilles conjointes et unilatérales visant à protéger les civils. Elle a également appelé à une cessation immédiate des violences de tous les groupes armés contre les civils, mettant particulièrement en avant le groupe armé M23 et insistant sur le respect des termes de la Feuille de route de Luanda.

Par ailleurs, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un appel au M23 pour qu'il se retire complètement des zones occupées et respecte les décisions énoncées dans le communiqué de Luanda datant du 23 novembre 2022. Il a souligné l'importance du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la RDC, réaffirmant la détermination de la MONUSCO à remplir son mandat de protection des civils. Dans ce contexte tendu, où les défis sécuritaires persistent, la situation en RDC demeure un sujet d'inquiétude et d'attention à l'échelle internationale, appelant à une action concertée et soutenue pour garantir la paix et la stabilité dans la région.

*Lisa BOS*

## OPÉRATION « FREEDOM SHIELD »

Début mars, la Corée du Sud et les militaires ont organisé des exercices militaires conjoints afin de renforcer leurs capacités opérationnelles conjointes ainsi que leur dissuasion face aux menaces répétées de la Corée du Nord.

Les exercices ont eu lieu durant la première quinzaine du mois et suivent une première opération militaire conjointe : "Teak Knife". Cette opération est effectuée régulièrement depuis les années 90 et consiste à travailler sur les capacités de frappes, et d'infiltration des deux armées, en prévision d'une guerre en péninsule coréenne. Cette manœuvre fait intervenir de puissants appareils américains comme l'AC-130 qui larguait ses bombes téléguidées sur des cibles en mer.



Dans la continuité, l'opération "Freedom Shield" relance les soldats sur de nouvelles simulations sur la base de menaces réalistes au vu de la récente sophistication des forces balistiques nord-coréenne, ainsi que du nucléaire. La chaîne de commandement s'aidera de simulation artificielle afin d'organiser au sol des opérations conjointes entre les deux armées, notamment des exercices amphibies faisant appel aux corps des « Marines » respectifs des deux pays (Marines corps - Ssangyong, qui signifie "double dragon" en coréen).

Cet exercice intervient lorsque la Corée du Nord multiplie et intensifie ses tests de missile et resserre la pression sur la République de Corée. En réponse à l'opération "Freedom Shield", Pyongyang a notamment tiré deux missiles balistiques depuis des sous-marins pendant les opérations. Le gouvernement nord-coréen affirme qu'il ne s'agissait que d'essais de tirs en milieu amphibie afin de garantir sa dissuasion, mais le message politique est clair : Pyongyang se positionne contre ces exercices conjoints et fait toujours planer la foudre sur son voisin.

*Rodolphe UGUEN*

## REGAIN DE TENSIONS À LA FRONTIÈRE AFGHANO-PAKISTANAISE

Le Pakistan a mené, le 18 mars dernier, une série de frappes dans les provinces afghanes frontalières de Pakitka et de Khost, en représailles d'une attaque du Tehrik-e-Taliban Pakistan ou TTP, les talibans pakistanais, ayant fait sept morts parmi des militaires dans le Waziristan-du-Nord, au cœur des régions tribales du Pakistan. Ces frappes ont causé la mort de neuf Afghans, vraisemblablement deux femmes et sept enfants, provoquant l'indignation des autorités talibanes afghanes et menaçant d'une nouvelle escalade à cette frontière déjà sujette à tensions. Le problème de la porosité de cette frontière est au cœur de la crise diplomatique empoisonnant la relation bilatérale des deux pays, accentuée depuis le retour au pouvoir des talibans en 2021 et de la facilitation des opérations pour le TTP utilisant probablement l'Afghanistan comme base arrière.



Les attaques du TTP sont fréquentes, et les représailles pakistanaises systématiques. Mais la situation politique et économique du Pakistan ne permet pas au pays de maintenir la stabilité à sa frontière ouest, dans les régions tribales dont sont issus les talibans. Shebaz Sharif, élu Premier ministre du Pakistan le 3 mars 2024, a promis d'apaiser les multiples crises internes pakistanaises. Mais la situation sécuritaire reste dégradée. Le terrorisme continue de faire de nombreux morts dans la région, au Pakistan comme en Afghanistan, où un attentat de l'État Islamique a fait entre trois et vingt morts à Kandahar, le 21 mars dernier. Les autorités afghanes ont, quant à elles, mis en garde Islamabad sur des « conséquences incontrôlables », menaçant leur voisin d'une potentiel riposte, la crise diplomatique semblant maintenant bien ancrée.

Baptiste POULARD

## PÉKIN AUGMENTE SON BUDGET MILITAIRE

La Chine a récemment fait savoir qu'elle augmenterait de 7,2 % son budget militaire pour l'année 2024, atteignant ainsi, un total de 1 665,5 milliards de yuans. Cette décision intervient dans un contexte marqué par des préoccupations concernant la corruption au sein de l'armée et des tensions persistantes, notamment avec Taïwan et en mer de Chine méridionale. Cette augmentation, bien que significative, reste néanmoins en deçà du budget colossal alloué par les États-Unis à leur défense.

La justification avancée par la Chine pour cette croissance modérée de son budget militaire est la nécessité de protéger sa souveraineté, sa sécurité et ses intérêts de développement. Néanmoins, cette montée en puissance militaire est observée avec suspicion par ses voisins régionaux ainsi que par les grandes puissances mondiales, notamment les États-Unis et l'OTAN. Les alliances militaires en cours entre certains pays asiatiques et les États-Unis, ainsi que l'augmentation du nombre d'ogives nucléaires chinoises, alimentent ces préoccupations.



En outre, les récents scandales de corruption au sein de l'armée chinoise ont soulevé des questions quant à l'efficacité et au professionnalisme de ses forces militaires. Les changements fréquents de ministres de la Défense ainsi que les limogeages au sein de la hiérarchie militaire mettent en lumière les défis internes auxquels la Chine est confrontée pour atteindre ses objectifs de puissance militaire.

Dans ce contexte, bien que la Chine demeure loin derrière les États-Unis en termes de dépenses militaires et de projection de puissance mondiale, ses ambitions militaires croissantes et les tensions régionales qu'elles engendrent nécessitent une surveillance constante. Les risques de friction avec d'autres armées de la région demeurent présents, avec le potentiel de s'accroître en conflits ouverts, ce qui pourrait avoir des conséquences majeures sur la stabilité régionale et mondiale.

*Charly HURIER*

# AMÉRIQUES

## LE CANADA MET FIN AU TRANSFERT D'ARMES À DESTINATION D'ISRAËL

Lundi 18 mars, le Parlement canadien a adopté une motion non contraignante en faveur d'un "cessez-le-feu immédiat" entre Israël et la Palestine. Le Parlement a également demandé au gouvernement canadien de "cesser l'approbation et le transfert" d'armes à "destination d'Israël".



Justin Trudeau, premier ministre canadien, a affirmé le droit d'Israël à se défendre et a exprimé des réserves de plus en plus marquées vis-à-vis de l'opération menée par l'armée israélienne dans la bande de Gaza. Bien qu'elle soit non contraignante, cette motion déposée par le Nouveau parti Démocrate, et adoptée 204 voix contre 117, marque un tournant dans la politique canadienne menée à l'égard d'Israël. Initial soutien de l'État hébreu, Justin Trudeau se rétracte progressivement au vu du désastre humanitaire prenant place sur la Bande de Gaza.

Mélodie Joly, ministre des Affaires étrangères, a donc annoncé au journal Toronto Star que le Canada allait cesser d'envoyer des armes à Israël. Depuis le début du conflit 5 mois auparavant, la vente d'armes du Canada vers Israël concernait uniquement des équipements non létaux, des outils de communication tels que des radios par exemple. De plus, il est important de noter qu'Israël est un important partenaire du Canada en termes de vente d'armement. En effet, d'après les données du gouvernement canadien, le pays aurait exporté plus de 21 millions de dollars de matériel vers Israël en 2022, et près de 26 millions en 2021.

Cette question de vente d'armes vers Israël est très controversée et a mené à des dépôts de plaintes. Par exemple, un groupe de citoyens et d'avocats canadiens ont porté plainte contre le gouvernement canadien, l'accusant de violer le droit international ainsi que le droit interne.

Cette décision est forte de sens et renvoie un message significatif de la part des pays membres du G7. En effet, la communauté internationale commence à faire entendre sa voix afin d'exercer une pression sur Israël. En ce sens, l'Irlande et l'Espagne ont demandé à la Commission européenne de durcir la prise de mesures. À la suite du vote de la motion, Mélodie Joly a déclaré que "La définition de la solution à deux États était vraiment importante, car nous savons bien sûr que le Canada, en tant que pays du G7, envoie un message à d'autres pays du G7". La mesure prise est effective depuis le 8 janvier dernier, puisque le gouvernement canadien a affirmé qu'aucun nouveau permis de transfert d'équipements létaux ou non n'a été approuvé ou signé. Le gel des permis d'exportation sera maintenu jusqu'à ce qu'Ottawa ait vérifié que ces équipements soient utilisés en accord avec le droit canadien. La décision a été applaudie par le sénateur américain indépendant Bernie Sanders, qui considère qu'au vu de la situation humanitaire à Gaza, les États-Unis ne devraient pas financer le conflit et devraient prendre exemple sur le Canada. Le premier ministre israélien a, quant à lui, critiqué cette décision qui, selon lui, "sape le droit d'Israël à se défendre".

*Blanche ARMINJON*

# AMÉRIQUES

## CONTENTIEUX TERRITORIAL : LE VENEZUELA RENFORCE SES REVENDICATIONS SUR L'ESSEQUIBO AUX DÉPENS DU GUYANA

Le jeudi 21 mars, l'Assemblée nationale vénézuélienne a adopté une loi qui a établi l'Essequibo comme un nouvel État du Venezuela. Cette décision a suscité une réaction violente de la part du Guyana, pays gouvernant actuellement la région, qui a dénoncé une "violation flagrante de sa souveraineté". Depuis que le Guyana a lancé des appels d'offres pétroliers dans cette zone en septembre 2023, la région, qui s'étend sur 160 000 km<sup>2</sup> et riche en ressources naturelles (hydrocarbures), suscite des tensions.

Cette loi a été adoptée à l'unanimité lors d'une séance plénière jeudi, et est maintenant soumise à la Cour suprême pour être validée en tant que loi constitutionnelle. Le président Nicolas Maduro l'a rédigée après le référendum de décembre concernant un éventuel rattachement de la région disputée.

Suite au vote, le président du Parlement et l'un des principaux partisans du texte, Jorge Rodriguez, s'est exprimé avec joie en déclarant "Nous l'avons fait".



Cette loi a été adoptée à l'unanimité lors d'une séance plénière jeudi, et est maintenant soumise à la Cour suprême pour être validée en tant que loi constitutionnelle. Le président Nicolas Maduro l'a rédigée après le référendum de décembre concernant un éventuel rattachement de la région disputée. Suite au vote, le président du Parlement et l'un des principaux partisans du texte, Jorge Rodriguez, s'est exprimé avec joie en déclarant "Nous l'avons fait".

La loi organique pour la défense de l'Essequibo dispose que "pendant que la situation interne de l'entité est résolue", le chef d'État vénézuélien élira le gouverneur et l'Assemblée nationale assumera les fonctions législatives du territoire. L'article 25 de la loi indique que tous les candidats à des fonctions électives qui ont soutenu la position de la Guyane peuvent être disqualifiés, et l'article suivant stipule qu'ils peuvent également être attaqués devant la Cour suprême de justice.

Dans un communiqué, le Guyana a exprimé ses inquiétudes en demandant à la communauté internationale de rejeter "l'expansion illégale du Venezuela".

Environ 125 000 individus, ce qui équivaut à un cinquième de la population du Guyana, habitent dans l'Essequibo, qui occupe les deux tiers du pays. Selon le Venezuela, le fleuve Essequibo devrait constituer une frontière naturelle en se basant sur une convention de 1777 de l'empire espagnol. En revanche, le Guyana soutient que la frontière, établie à l'époque coloniale britannique, a été validée en 1899 par une cour d'arbitrage à Paris.

*Victoire LE GALL*

# AMÉRIQUES

## CE QUE L'ON SAIT DE LA FIDAE 2024

Le Salon international de l'air et de l'espace, FIDAE, est le plus important salon de l'aérospatiale, de la défense et de la sécurité en Amérique latine. Sa longue et fructueuse carrière lui a valu une reconnaissance mondiale comme étant l'événement le plus important de la région. Le salon se tiendra du 9 au 14 avril 2024 à Santiago, au Chili et va réunir des exposants de plus de 40 pays différents.

Parmi les exposants, nous savons que le constructeur aéronautique suédois Saab sera présent à la nouvelle édition du FIDAE 2024. La Société exposera ses solutions en matière de défense aérienne, de surveillance, de combat terrestre, de formation et de simulation, entre autres. *“Chez Saab, nous possédons une vaste expérience dans la collaboration avec des clients dans toute l'Amérique latine.*



Notre modèle économique s'articule autour du développement de projets de coopération industrielle mutuellement bénéfiques dans les pays où nous opérons, ce qui a été la pierre angulaire de notre succès", déclare Tristan Lecrivain, responsable du bureau régional des ventes pour les pays hispanophones en Amérique latine chez Saab. De plus, Dans un communiqué, le ministère de la Défense a indiqué que *“par décision du gouvernement chilien, la version 2024 de la FIDAE, qui se tiendra entre le 9 et le 14 avril, n'aura pas la participation d'entreprises israéliennes.”* Il convient de rappeler qu'en 2022, le gouvernement de Sebastián Piñera a mené une action similaire en retirant l'invitation aux entreprises russes qui auraient dû participer au Fidae 2022 en raison de *“l'agression contre l'Ukraine par la Russie, et qu'elle a été condamnée par notre pays”.*



Sans aucun doute, l'une des principales attractions du salon sera la présence de l'équipe de démonstration F-22 Raptor de l'US Air Force (USAF). L'équipe de démonstration F-22 Raptor réalisera une démonstration de manœuvres aériennes de précision pour montrer les capacités uniques du premier avion du 5e génération combattante dans le monde. L'équipe réalise une vingtaine d'expositions par an devant plus de 10 millions de spectateurs.

L'équipe de démonstration du F-22 est basée à la base commune Langley-Eustis à Hampton, en Virginie, et en mars 2007, elle a organisé sa première démonstration à la base aérienne Tyndall. Depuis, il a réalisé plus de 250 démonstrations à travers le monde et a participé à la FIDAE aux éditions 2010, 2016, 2018 et 2022, laissant pour le public des souvenirs mémorables. Le Lockheed Martin F-22A Raptor est le principal avion de combat de l'USAF, étant la seule Air Force utilisant cet avion évalué à 143 millions de dollars.

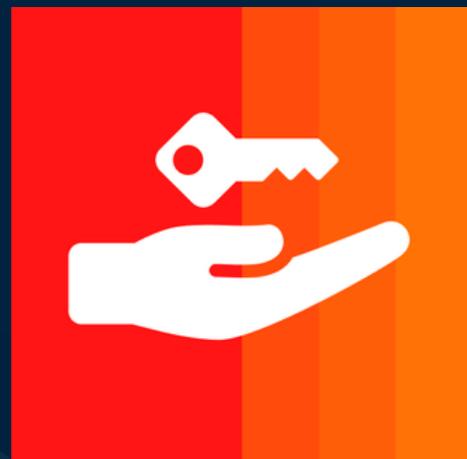
Clément LE LANDAIS

# AÉROSPACE

## VULNÉRABILITÉS IVANTI ET OUTLOOK UNE CONTRE ATTAQUE DES HACKERS

### Partie I : Ivanti

Le 10 janvier 2024, Ivanti révéla deux failles au sein de deux de ses produits : le VPN Ivanti Connect Secure (ICS) et le contrôleur d'accès réseau Ivanti Policy Secure (IPS). Ces deux vulnérabilités, les CVE 2023-46805 et CVE 2024-21887 auraient été exploitées par un groupe de hacker, l'UTA0178, depuis le 3 décembre 2023 au moins. Cet incident, qui aurait permis aux hackers de se procurer des informations utilisateurs, s'ajoute à une vulnérabilité du même type découverte sur le même produit (alors connu sous Ivanti Pulse Secure) après son exploitation, en 2021, par un groupe de hacker non identifié, mais potentiellement lié.



Ivanti, créée en 2017 à la suite du rachat de LANDESK par Clearlake Capital et fusion avec HEAT Software, est une entreprise éditrice de logiciels de gestion et de sécurisation des réseaux d'entreprises. Les produits compromis que nous étudierons aujourd'hui sont le VPN Ivanti Connect Secure (ICS) et le NAC Ivanti Policy Secure (IPS). L'entreprise fournit ses solutions à de nombreux acteurs américains, dont plusieurs entreprises du secteur de la défense et des administrations américaines.

UTA0178 est un groupe jusque-là inconnu de hacker, baptisé par Volexity. À ce jour, les preuves réunies par la compagnie de sécurité informatique Volexity et l'entreprise propriétaire des solutions Ivanti laissent supposer que l'UTA0178 est basé en Chine et à ce titre probablement sponsorisé par le gouvernement chinois.

### Détail des Vulnérabilités :

Les vulnérabilités furent découvertes par une coopération entre Ivanti, ses clients et les compagnies de cybersécurité Mandiant et Volexity.

- CVE 2023-46805 : classifiée en tant que vulnérabilité de contournement d'authentification. L'exploitation de cette première vulnérabilité permet à un attaquant d'avoir accès au système sans valider les contrôles d'authentification.
- CVE 2024-21887 : classifiée en tant que vulnérabilité d'injection de commande. Cette deuxième vulnérabilité permet quant à elle à n'importe quel administrateur authentifié d'exécuter des commandes arbitraires dans le système.

En résumé, l'exploitation de ces vulnérabilités permet à un utilisateur malveillant de s'introduire sans authentification dans le système pour y exécuter un code tiers, potentiellement malicieux.

### **Impacts :**

La combinaison de ces deux vulnérabilités donne un contrôle presque total sur le système à l'attaquant qui a donc accès aux fichiers de configuration. Cette liberté d'action fut découverte par Volexity lorsque le détecteur développé par Ivanti pour identifier les appareils affectés avait plusieurs fois été rendu inefficace par les hackers qui avaient su masquer leur présence.

Il faut également préciser qu'après la publication des vulnérabilités par Ivanti, l'entreprise constata une croissance notable des attaques via les vulnérabilités mentionnées. Une entreprise doit donc savoir comment contrôler une vulnérabilité avant de l'annoncer puisqu'elle attirera l'attention de nombreux pirates.

*Kerian HUERTAS*

# AÉROSPACE

## Correctifs Déployés :

Un correctif fut développé en urgence par Ivanti. L'entreprise répondit d'abord en déployant l'Integrity Checker Tool, mais les hackers ont vite su camoufler leurs traces rendant le détecteur inopérant. Il fut donc recommandé aux entreprises employant des solutions vulnérables de considérer tous les appareils infectés. Plusieurs correctifs ont été publiés par l'entreprise et il est recommandé aux utilisateurs du VPN de faire une réinitialisation d'usine du produit après avoir préalablement sauvegardé la configuration actuelle. Il est en outre recommandé de modifier tous les secrets (mots de passe, identifiants etc.). Par ces actions, les utilisateurs devraient pouvoir couper l'accès des solutions aux attaquants qui empêchent les correctifs de prendre effet. Une fois le contrôle sur les équipements retrouvé, il sera alors possible d'effectuer les mises à jour..

## Partie II : Outlook

Le 13 février 2024, Microsoft révéla l'existence d'une vulnérabilité au sein de sa solution de courrier électronique Microsoft Outlook. L'ubiquité des solutions Microsoft au sein des entreprises mène à une forte inquiétude quant à la sécurité des données.

### **Détail de la Vulnérabilité :**

CVE-2024-21413 : classifié comme vulnérabilité critique par la Microsoft Security Response Center, cette vulnérabilité permet notamment une exécution de code à distance.

Impacts :

Une fois exploitée la CVE-2024-21413 peut révéler notamment le NTLM (new technology LAN manager). Le NTLM est un procédé d'authentification utilisé par Windows pour vérifier l'identité des utilisateurs et leur autoriser l'accès aux ressources réseau. La divulgation de ce protocole comporte de nombreuses informations sur l'identité de l'utilisateur, et permettrait ainsi à l'attaquant de se faire passer pour l'utilisateur.

Les condensats NTLM furent notamment utilisés par le groupe TA577 qui mit en pratique une technique de phishing élaborée. Au lieu d'envoyer un mail classique à la cible, le groupe envoyait des réponses aux emails échangés par l'utilisateur de l'ordinateur infecté, l'utilisateur ciblé ne pouvait alors soupçonner une manœuvre de phishing.

Correctifs déployés :

Afin de parer à toute exploitation de cette vulnérabilité, les équipes Microsoft publièrent un correctif dont l'installation se fait via une mise à jour de sécurité. En parallèle, il est fortement recommandé aux utilisateurs d'interdire les sorties de données aux ports probablement employés par les attaquants. Enfin, les traces innées de l'exploitation sont ajoutées aux protocoles de surveillance du trafic de l'entreprise.

## Lexique :

VPN : VPN signifie « Virtual Private Network » ou « Réseau Virtuel Privé » et décrit la possibilité d'établir une connexion réseau protégée lors de l'utilisation de réseaux publics. Les VPN chiffrent votre trafic Internet et camouflent votre identité en ligne. Définition Kaspersky. Les VPN, très utilisés pour le télétravail, permettent ainsi à l'utilisateur de s'isoler d'un réseau non sécurisé (mettons cybercafé, ou chez soi) pour créer un tunnel sécurisé le reliant au réseau privé de l'entreprise. Un VPN garantit, en outre, la protection des données ainsi que l'anonymat en ligne de l'utilisateur.

*Kerian HUERTAS*

# AÉROSPACE

## **NAC :**

Les solutions de contrôle d'accès au réseau, ou NAC, soutiennent la visibilité du réseau et la gestion des accès grâce à l'application des politiques sur les appareils et les utilisateurs des réseaux d'entreprise. Définition Cisco

Un NAC permet de voir qui se connecte au réseau et ce que l'utilisateur fait une fois connecté. Cet outil aide ainsi à contrôler et sécuriser l'accès aux ressources du réseau de l'entreprise en s'assurant que seuls les utilisateurs autorisés ont accès aux informations appropriées.

## **Latéralisation :**

Le mouvement latéral ou latéralisation est le procédé par lequel l'attaquant, qui a déjà infecté un système, se propage sur d'autres systèmes du réseau. Par soucis de simplicité, les différentes méthodes de propagation ne seront pas abordées ici. La latéralisation intervient après que l'attaquant soit entré dans le réseau.

Par exemple : un email de phishing a donné accès au poste de travail de l'un des employés au pirate. Les données contenues sur le poste de l'employé ne sont pas intéressantes, ni ne permettent une élévation de privilège, le poste de directeur est lui plus intéressant, car il contient les identifiants pour prendre le contrôle total du réseau. L'attaquant va ainsi faire un mouvement latéral du post de l'employé au poste de directeur. Ce phénomène a été largement mis en pratique par l'UTA0178 lors de son attaque sur Ivanti.

## **Privilège :**

Privilège est à comprendre au sens d'accréditation. Sur un ordinateur, vous pouvez créer plusieurs utilisateurs avec différents niveaux d'accréditation. Ces niveaux d'accréditation permettent de séparer l'accès aux informations et aux programmes aux différents utilisateurs.

## **Élévation de privilèges :**

L'élévation de privilège est le mécanisme par lequel un utilisateur obtient des privilèges supérieurs à ceux qu'il possède normalement. Dans le cadre de la cybersécurité, l'élévation de privilège est une étape courante d'une attaque qui révèle souvent une activité malicieuse.

## **Faible 0day :**

Le terme « zero-day » désigne le fait que le fournisseur ou le développeur vient de prendre connaissance de la faille, ce qui signifie qu'il a « zéro jour » pour la corriger. Une attaque zero-day survient lorsque les cybercriminels exploitent la faille avant que les développeurs n'aient la possibilité de la rectifier. -Définition Kaspersky

## **Zero-day :**

« Zero-day » est un terme générique qui décrit les dernières vulnérabilités de sécurité détectées que les cybercriminels peuvent utiliser pour attaquer les systèmes. Le terme « zero-day » désigne le fait que le fournisseur ou le développeur vient de prendre connaissance de la faille, ce qui signifie qu'il a « zéro jour » pour la corriger. Une attaque zero-day survient lorsque les cybercriminels exploitent la faille avant que les développeurs n'aient la possibilité de la rectifier.

*Kerian HUERTAS*

# ARMEMENT

## FEUX VERTS POUR LES LASERS ANTIDRONE : L'ARMÉE AMÉRICAINE EN PHASE DE TEST RÉEL

En octobre dernier, l'armée américaine avait annoncé le déploiement d'une unité pionnière équipée d'une arme laser, et aujourd'hui, ces technologies sont mises à l'épreuve sur le terrain au cœur du Moyen-Orient. Quatre prototypes de défense aérienne à courte portée, nommés DE M-SHORAD pour « *Directed Energy Maneuver Short-Range Air Defense* », ont été déployés sur des véhicules de transport d'infanterie Stryker. Ces véhicules sont équipés de systèmes d'armes laser de 50 kilowatts conçus pour abattre à la fois des drones et des obus d'artillerie en plein vol, même en mouvement. Pour fonctionner efficacement, le laser nécessite un système de détection, de suivi et de ciblage des menaces aériennes, assurant ainsi une protection autonome et mobile pour les forces en déplacement.

Le principe de fonctionnement est simple : le laser concentre un faisceau de lumière intense sur sa cible, provoquant une défaillance structurelle, par exemple en brûlant les ailes ou les rotors d'un drone, le faisant ainsi chuter au sol. Bien que les premiers tests du système aient été réalisés dans des bases américaines, l'objectif des essais en conditions réelles est de détecter les éventuelles failles, notamment dans des conditions météorologiques variées, telles que la présence de poussière.



« C'est un prototype, mais nous voulons expérimenter dans un environnement réel », a déclaré le général James Mingus, vice-chef d'état-major de l'armée américaine. « Est-ce que c'est prêt à 100 % ? Cela va-t-il fonctionner parfaitement ? Probablement pas, mais nous allons en tirer des leçons. »

Outre sa facilité d'utilisation, un avantage majeur de ce système est son coût abordable. Plus besoin d'investir dans des missiles anti-roquettes coûteux, seulement du carburant diesel nécessaire pour générer l'électricité requise pour alimenter l'arme.

Alors que les drones deviennent une arme bon marché et répandue sur les champs de bataille à travers le monde, de l'Ukraine à Israël en passant par la mer Rouge, contrer ces menaces devient de plus en plus complexe à mesure qu'ils deviennent plus sophistiqués et nombreux. L'utilisation du DE M-SHORAD pourrait bien être la réponse pour faire face à ce défi croissant.

Loris Cornuault

# SOURCES

## • EUROPE

### ◦ Intrusion russe dans l'espace aérien polonais

- "Russian missile headed for Ukraine briefly enters Polish airspace", Euronews, 24/03/2024
- "Szejna: Ambasador Andriejew wykazał się dezercją dyplomatyczną", RMF24, Magdalena Partyła et Michał Zieliński, 26/03/2024
- "Selon la Pologne, l'Otan envisagerait d'abattre les missiles russes près des frontières de ses États membres", Opex 360, Laurent Lagneau, 26/03/2024

### ◦ Plan européen de renforcement industriel

- "EU Commission ready to present strategy for the European defence industry", Eunews, Federico Baccini, 16/02/2024
- "First-ever European defence industrial strategy to enhance Europe's readiness and security", Commission européenne, 05/03/2024
- "Europe Races to Rearm as Russian Menace Nears", Center for European Policy Analysis (CEPA), 27/03/2024

### ◦ Avancées dans le projet MGCS

- "La France et l'Allemagne ont trouvé un accord industriel pour leur futur système de chars de combat", Opex 360, Laurent Lagneau, 22/03/2024
- "Germany, France reach 'breakthrough' deal on MGCS tank development, minister says", reuters, 22/03/2024
- "Mossa di Francia e Germania per il tank del futuro: cosa può fare e cosa vuol dire per l'Italia", Il Giornale, Paula Mauri, 25/03/2024

## • MOYEN-ORIENT

### ◦ Cisjordanie occupée : Israël s'octroie 800 hectares par la création d'une colonie illégale dans la vallée du Jourdain

- "Israel seizes 800 hectares of palestinian land in occupied west bank", Al Jazeera et News Agencies, 22/03/2024 ;
- "Israël affirme avoir saisi 800 hectares de terres en cisjordnaie occupée", Le Monde avec AFP, 22/03/2024 ;
- "Cisjordanie : israel annonce un nouveau projet de colonisation de 800 hectares", L'Express avec AFP, 22/03/2024.

### ◦ Un cessez-le-feu à Gaza voté par le Conseil de Sécurité de l'ONU

- « Gaza : le nombre de décès confirmé par des estimations indépendantes », Science Presse, 25/03/24 ;
- « Le Conseil de sécurité adopte une résolution exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza », ONU Info, 25/03/24 ;
- « Le Conseil de sécurité vote pour un "cessez-le-feu immédiat" à Gaza, les États-Unis s'abstiennent », Courrier International, 25/03/24.

### ◦ Pour la première fois, des grands-parents rendent visite à leurs enfants français djihadistes dans un camp syrien

- "Syrie : pour la première fois, des grands-parents d'enfants français de djihadistes leur ont rendu visite dans un camp", Le Figaro, Clara Hidalgo, 04/03/2024 ;
- ""Ces enfants ont assez souffert" : pour la première fois, des grands-parents d'enfants français de jihadistes ont pu leur rendre visite dans un camp en Syrie", FranceTVInfo, Noé Pignède, 04/03/2024.

# SOURCES

## • AFRIQUE

### ◦ **Le Niger rompt sa coopération militaire avec les États-Unis**

- « Le Niger dénonce l'accord de coopération militaire avec les États-Unis et juge "illégal" la présence américaine », 17/03/2024, par TV5Monde avec AFP.
- « Le Niger rompt sa coopération militaire avec les États-Unis » 17/03/2024 par Jeune Afrique.
- « Le Niger annonce rompre sa coopération militaire avec les États-Unis » 17/03/2024, par Le Monde.
- « Le Niger rompt sa coopération militaire avec les États-Unis : pourquoi c'est mauvais pour la sécurité du Sahel » par The Conversation, le 21/03/2024.
- « Après la France, le Niger rompt sa coopération militaire avec les États-Unis » par Le Point, le 18/03/2024

### ◦ **Attaques de casques bleus en RDC**

- "RDC : Au moins huit casques bleus blessés dans une attaque." MEDI1news - 17/03/2024
- "RDC : Antonio Guterres condamne l'incident ayant blessé huit Casques bleus de la MONUSCO à Sake." -radiookapi 17/03/2024
- "RDC : Huit Casques bleus blessés dans une attaque à Sake, dans le Nord-Kivu."- Nations Unies 17/03/2024

## • ASIE

### ◦ **Opération « Freedom Shield »**

- Corée du Sud : en quoi consiste « Freedom Shield », l'exercice militaire inédit de Séoul et Washington qui débute lundi ?, TF1 info, 12/03/2024
- Nouveaux tirs nord-coréens peu après le début des manœuvres « Freedom Shield » en Corée du Sud, Rfi, 14/03/2024
- « Freedom Shield », les exercices militaires les plus importants entre Washington et Séoul depuis cinq ans, Le Figaro, 12/03/2024

### ◦ **Regain de tensions à la frontière afghano-pakistanaise**

- L'Afghanistan menace le Pakistan de conséquences incontrôlables après des frappes qui ont fait huit morts – Le Monde – 18/03/24
- L'Afghanistan menace le Pakistan de «conséquences incontrôlables» après des frappes – Le Figaro – 18/03/24
- Frappes pakistanaises en Afghanistan : les deux voisins sont comme "des cousins en guerre" – Courrier international - 20/03/24
- Tensions Escalate on Pakistan-Afghanistan Border – Foreign Policy – 20/03/24
- Afghanistan : 20 morts dans un attentat-suicide revendiqué par l'État islamique – Le Figaro – 21/03/24

### ◦ **Pékin augmente son budget militaire**

- La Chine poursuit l'augmentation de son budget militaire, Le Monde, 05/03/2024
- La Chine gonfle encore son budget militaire, Les Échos, Frédéric Schaeffer, 05/03/2024
- La Chine annonce gonfler son budget militaire de 7,2%, Le Temps, 05/03/2024
- La Chine va officiellement augmenter son budget militaire de 7,2% en 2024
- , OPEX360, 05/03/2024

# SOURCES

## • AMÉRIQUES

### ◦ **Le Canada met fin au transfert d'armes à destination d'Israël**

- "Le Canada décide d'arrêter d'envoyer des armes à Israël", *Le Monde*, 20/03/2024
- "Canadá se sitúa entre los países occidentales más duros con Israel al congelar los permisos de exportación de armas", *El País*, Maria Antonia Sanchez-Vellejo, 22/03/2024
- "Canada toughens stance on Israel by freezing arms export permits", *El País*, Maria Antonia Sanchez-Vellejo, 22/03/2024
- "Guerre à Gaza : Israël s'inquiète pour ses livraisons d'armes", *Les Échos*, Pascal Brunel, 20/03/2024

### ◦ **Contentieux territorial : Le Venezuela renforce ses revendications sur l'Essequibo aux dépens du Guyana**

- cc« Le Venezuela adopte une loi affirmant sa souveraineté sur l'Essequibo », France 24 avec AFP, *France 24*, 23/03/24
- « Le Venezuela adopte une loi affirmant sa souveraineté sur l'Essequibo », AFP, *La Croix*, 22/03/24
- « Le Venezuela adopte une loi affirmant sa souveraineté sur l'Essequibo, actuel territoire du Guyana », Le Monde avec AFP, *Le Monde*, 23/03/24

### ◦ **Ce que l'on sait de la FIDAE 2024**

- "FIDAE 2024 ¿Cómo es el F-22 Raptor que estará en la Feria Internacional del Aire y del Espacio?" *RedGol*, Cristian Latorre, 21/03/2024.
- "Un caza F-22 Raptor de la Fuerza Aérea de EE.UU. surcará los cielos de Santiago de Chile durante FIDAE 2024" *Zona Militar*, Redacción, 18/03/2024.
- "El Gobierno de Boric excluye a Israel de FIDAE, una feria internacional aeronáutica, y las empresas relegadas se querellan" *El país*, ROCÍO MONTES, 07/03/2024.

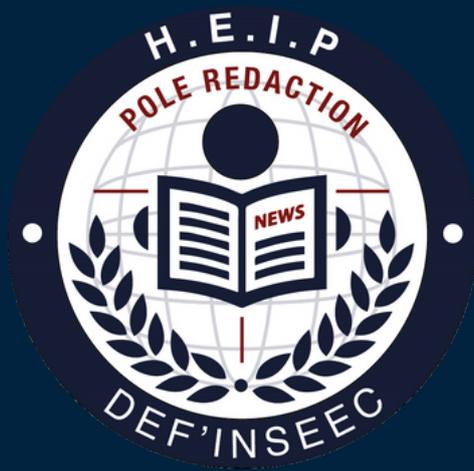
## • AÉROSPACE

- Bulletin d'alerte du CERT-FR, *Multiplés vulnérabilités dans Ivanti Connect Secure et Policy Secure Gateways* ANSSI
- Bulletin d'alerte du CERT-FR, *Vulnérabilité dans Microsoft Outlook* ANSSI

## • ARMEMENT

### ◦ **Feux verts pour les Lasers Anti drone : L'armée américaine en Phase de Test Réel**

- "The Army Finally Fielded Its Drone-Killing Laser Weapon. It Could Reshape Today's Battlefield", *Popular Mechanics*, Kyle Mizokami, 11 octobre 2023
- "US testing Stryker-mounted lasers in Iraq amid Middle East drone boom", *Army Times*, Colin Demarest, 22 mars 2024
- "EXCLUSIVE: Strykers with 50-kilowatt lasers in CENTCOM for experiment, Army No. 2 says", *Breaking Defense*, Ashley Roque, 1 mars 2024



**SUIVEZ DEF'INSEEC SUR**

